



Elections présidentielles 2022

## PAS UNE VOIX POUR LE PEN !

UNE FOIS QUE L'EXTREME DROITE EST AU POUVOIR, ELLE LE GARDE !

L'extrême droite cumulée (*Le Pen, Z, Dupont-Aignan*) atteint un niveau historique au 1<sup>er</sup> tour des élections présidentielles avec 11 347 660 voix (9 706 038 en 2017) et en étant déjà au-dessus du score réalisé par Marine le Pen au 2<sup>nd</sup> tour en 2017.

Pour la troisième fois en vingt ans, le parti fasciste FN/RN se qualifie pour le second tour de la présidentielle : 20% en 2002 contre Chirac, 34% en 2017 face à Macron ... et maintenant ? Opposée au président-candidat, dont le bilan catastrophique pour les couches populaires est son meilleur atout, Le Pen n'a jamais été aussi près d'atteindre, le 24 avril, la plus haute marche des institutions de la V<sup>e</sup> République. Elle peut compter sur le soutien de Zemmour, de ses partisans, d'une partie de la droite et sur un nouveau vote de rejet de Macron.

**VISA pense qu'il n'est pas trop tard pour dissiper ce cauchemar.**

Celles et ceux qui seraient tentés de voter au deuxième tour pour la candidate FN/RN afin de sanctionner la politique anti-sociale de Macron, notamment avec le slogan suicidaire et dangereux « *tout sauf Macron* » :

- Savent-ils qu'ils vont faire le choix d'une gouvernance basée sur le mensonge, la peur et la haine qui alimentent racisme, sexisme, homophobie et xénophobie ?

- Savent-ils qu'ils vont donner encore plus de pouvoir au MEDEF, au CAC 40, aux milliardaires, aux fonds de pension, aux assurances privées et aux conservateurs de tout poil ?

Avec l'extrême-droite, comme avec la droite, l'ultra-libéralisme serait tout autant aux commandes.

Les annonces répétées de Le Pen sur le pouvoir d'achat des Français.es sont mensongères. Son programme en est à l'opposé : suppression de certaines cotisations sociales qui aura surtout pour conséquence la destruction de la Sécurité Sociale en laissant la place belle aux assurances privées ; propositions marginales et en trompe-l'œil comme la suppression de la redevance audiovisuelle, la

---

**« Les annonces  
répétées de Le Pen  
sur le pouvoir d'achat  
des Français.es sont  
mensongères »**

---

baisse de la TVA sur les énergies, la baisse des péages autoroutiers... mais la réalité est que le FN/RN est viscéralement opposé à toute augmentation du SMIC et des minimas sociaux !

Son programme est également anti-social : retraite à 67 ans à taux plein pour la majorité des travailleur.ses, fin annoncée des 35h, menaces sur les instances représentatives des personnels.

Pour les femmes, menaces sur le droit à l'IVG, encouragement pécunier à « rester à la maison » et à faire des enfants ; menaces sur le Mariage pour toutes et tous, sur la PMA

pour les couples non hétérosexuels, et fin de l'objectif de parité.

Pour les syndicats et les syndicalistes, un projet tout spécial est prévu. Le Pen l'a annoncé dans son discours le soir du 10 avril : « *nous allons réconcilier le travail et le capital* ».

Par ces mots, Marine le Pen s'inspire directement de l'idéologie fasciste historique, dont on peut retrouver le fondement, par exemple, dans la Charte du Travail de Mussolini reprise par Pétain, Franco et Salazar : « *réconciliation entre les intérêts opposés des employeurs et des travailleurs* ». C'est un projet annoncé d'anéantissement des syndicats et de suppression des corps intermédiaires.

L'extrême droite au pouvoir se donnera tous les moyens d'y rester :

- En laminant toutes les oppositions et les militant.es
- En modifiant les institutions pour les mettre à sa botte

C'est le sens de son histoire, on l'a vu récemment dans les mairies « brunes », en Hongrie mais aussi historiquement en Italie, au Portugal ou en Espagne !

**Marine le Pen au pouvoir, ce serait aussi l'assurance d'une aggravation sans précédent des mesures contre les demandeurs d'asile, contre nos frères et sœurs immigré.es, et des contrôles au faciès.**

L'inscription de la « priorité nationale » dans la Constitution verrait naître une société où le

racisme serait légalisé et institutionnalisé à tous les étages de la société (éducation, santé, logement, emploi...).

Ce serait aussi la porte grande ouverte au harcèlement des jeunes dans les quartiers défavorisés par une police gangrenée par l'extrême droite et qui serait désormais protégée par la « présomption de légitime défense ». Les bavures se multiplieraient !

Ce serait ensuite la multiplication des agressions antisémites, antimusulmanes, contre des locaux associatifs et syndicaux et leurs militant.es, comme nous en avons déjà trop vu depuis plusieurs mois. On peut s'attendre au pire de la part de groupuscules fascistes, qui dans le sillage du FN/RN, se croient déjà tout permis comme le prouve le récent assassinat du rugbyman argentin de Biarritz, Federico Martin Aramburu.

Le 24 avril 2022, la politique du pire n'est pas une option ! Pas une voix pour le FN/RN !

Quel que soit le résultat du 2° tour de la présidentielle, dès le 25 avril, VISA sera aux côtés de tous les syndicats, associations, partis progressistes et citoyen.nes qui ne se résigneront pas à la montée de cette vague brune. Les manifestations syndicales du 1° Mai devront aussi être l'occasion de réaffirmer la nécessité du combat antifasciste, pour la justice et le progrès social, dans l'unité, indissociable de la mobilisation pour les revendications des exploité.es et opprimé.es

---

**« C'est un projet  
annoncé  
d'anéantissement des  
syndicats et de  
suppression des corps  
intermédiaires »**

---

**ET ENSEMBLE, DES DEMAIN DANS LES LUTTES !**

VISA – 12 avril 2022